



CHILLY-MAZARIN

REÇU EN PREFECTURE

le 02/11/2023

Application agréée E-legalite.com

99_AR-091-219101615-20231031-23_135-AR

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE
COMMUNAUTE D'AGGLOMÉRATION PARIS-SACLAY

DÉCISION N° 23-135– DST/KA/

OBJET : DELEGATION DE DROIT DE PREEMPTION POUR LA PARCELLE AL 138 SISE 82 TER RUE DE GRAVIGNY A CHILLY-MAZARIN

La Maire de Chilly-Mazarin,

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.2122-22,

VU le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L210-1, L211-1 alinéa 1er, L213-1 et suivants et L300-1,

VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 4 avril 2011, exécutoire le 6 mai 2011, modifié le 28 juin 2011 et révisé le 24 septembre 2012,

VU la révision générale du Plan Local d'Urbanisme approuvée par délibération du conseil municipal en date du 20 septembre 2018, exécutoire le 8 décembre 2018, modifiée par délibération du conseil municipal en date du 14 mai 2019 suite aux évolutions demandées par le préfet de département, exécutoire le 16 juin 2019,

VU la délibération du conseil municipal n° D202705-6 en date du 27/05/2020 relatives aux compétences du conseil municipal déléguées au maire et notamment les articles 15, 21,

VU la délibération du conseil municipal n° D201806-13 en date du 18/06/2020 prescrivant la révision du Plan Local d'Urbanisme,

VU la délibération du conseil municipal n° D230906-2 en date du 09/06/2023 prenant acte du débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) dans le cadre de la révision générale du PLU,

VU la délibération du conseil municipal n° D221212-7 en date du 12/12/2022 autorisant la délégation de l'exercice du droit de préemption et du droit de priorité à l'occasion de l'aliénation d'un bien, à l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France (EPFIF),

VU la convention d'intervention foncière signée par la Commune de Chilly-Mazarin, la Communauté d'agglomération de Paris-Saclay et l'Etablissement public foncier d'Ile-de-France (EPFIF) le 02/03/2023,



CHILLY-MAZARIN

REÇU EN PREFECTURE

le 02/11/2023

Application agréée E-legalite.com

99_AR-091-219101615-20231031-23_135-AR

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION PARIS-SACLAY

CONSIDERANT la déclaration d'intention d'aliéner transmise en mairie le 11/09/2023, par Maître Alexandre PATRIS, notaire à Lyon (69004), 10 place de la Croix Rousse, concernant la vente par la SAS LYON URBAN CONCEPT-FL au profit de la société dénommée BM PROMOTION de la parcelle cadastrée AL 138 sise 82 Ter Rue de Gravigny à Chilly-Mazarin d'une superficie de 1 132 m² pour un montant de 1 908 000,00 euros dont 108 000,00 euros de commission d'agence,

CONSIDERANT la nécessité de répondre aux objectifs de mixité sociale et notamment l'obligation d'une proportion minimale de 25% de logements locatifs sociaux en application de l'article 55 de la loi SRU modifié

CONSIDERANT les engagements pris pour la production de logements locatifs sociaux pour la période triennale en cours,

CONSIDERANT que l'Etablissement public foncier d'Ile-de-France est habilité à procéder à toutes les acquisitions foncières et opérations immobilières et foncières de nature à faciliter l'aménagement au sens de l'article L300-1 du code de l'urbanisme au titre de la convention d'intervention foncière précitée,

D É C I D E

ARTICLE 1 : DE DELEGUER l'exercice du droit de préemption urbain à l'Etablissement public foncier d'Ile-de-France à l'occasion de la déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie le 11/09/2023 portant sur la cession d'un bien bâti situé 82 Ter rue de Gravigny, cadastré AL 138 d'une contenance de 1 132 m².

ARTICLE 2 : DIT que par cette délégation, le délégataire prend à sa charge la mise en œuvre de la procédure de préemption et est en conséquence soumis aux mêmes obligations que le titulaire concernant les conditions de préemption et d'utilisation du bien préempté.

ARTICLE 3 : PRÉCISE que le délégataire sera tenu de transmettre à la commune de Chilly-Mazarin les éléments d'information et de suivi de la procédure de préemption, notamment afin de mettre à jour le registre dans lequel sont inscrites toutes les acquisitions réalisées par exercice ou par délégation de ce droit, ainsi que l'utilisation effective des biens ainsi acquis, conformément à l'article L213-12 du code de l'urbanisme

ARTICLE 4 : La présente décision sera publiée, inscrite au registre des décisions du Maire, transmise par voie électronique à la Préfecture d'Evry et notifiée à l'intéressé(e).

Chilly-Mazarin, le 31 octobre 2023



Pour la Maire de Chilly-Mazarin absente,
L'adjoint délégué,
Dominique LACAMBRE